

Iter : objectif 2025 pour produire le premier plasma

L'organisation s'apprête à valider un calendrier "plus réaliste" et 4 Mds de surcoût

Le conseil d'Iter organization officialisera en juin le nouveau calendrier du projet Iter, porté par 35 pays en vue de construire, à Saint-Paul-lez-Durance, dans les Bouches-du-Rhône, le tokamak géant qui doit démontrer que la fusion - l'énergie du Soleil et des étoiles - peut être utilisée comme source d'énergie à grande échelle, pour produire de l'électricité. Initialement annoncé pour 2020, le "premier plasma", expérience fondatrice, ne sera finalement produit qu'en 2025, selon un rapport bientôt rendu public, que dévoile le directeur général d'Iter organization, Bernard Bigot.

■ Quel sera le nouveau calendrier d'Iter ?

Il y a un délai supplémentaire de 5 ans, pour la réalisation du premier plasma, autrement dit 2025 au lieu de 2020. Quand je suis arrivé en 2015 je me suis immédiatement engagé à avoir une nouvelle estimation réaliste qui engage toutes les parties prenantes. Cela a donné lieu à un long travail interne. Le rapport qui en résulte a été donné au gouvernement mais ne sera rendu public qu'au prochain conseil d'Iter, en juin, qui validera les ressources nécessaires pour ce nouveau calendrier. L'ensemble des pays a estimé que nous gérons correctement mais



Le bardage de la façade nord du Hall d'assemblage photographié il y a quelques jours sur le site de Cadarache. / PH. ITER ORGANIZATION

à quand même demandé à ce qu'un comité de 14 personnalités indépendantes regarde notre travail. Ce comité a considéré le 27 avril dernier que ce nouveau calendrier était solide.

■ Comment expliquer ce retard ?

D'abord je voudrais dire que c'est un projet difficile, sérieux, et mon but n'est pas de communiquer des messages alarmistes. Quand le projet a démarré,

un dessin de base a été présenté, prévoyant le premier plasma en 10 ans. C'était totalement irréaliste. On est aux limites du savoir-faire industriel, 35 pays contribuent en fournissant en nature leurs composants. Mais à l'époque, les personnes en responsabilité ne se sont pas senties en capacité de dire que ce calendrier était irréaliste. Et puis il y a eu le fameux rapport de 2013, produit par un Américain, qui disait non, ce n'est pas possible. La

première estimation était très largement sous-évaluée, là on en vient à la clarté.

■ Quel sera le surcoût ?

Le rapport évoque 4 milliards d'euros supplémentaires, soit un coût à terminaison entre 18 et 20 Mds d'euros, même si c'est difficile à chiffrer car beaucoup d'agences domestiques fournissent en nature. Aujourd'hui 90 % des commandes sont passées, on en vient à des estimations beaucoup plus précises. Si le parlement européen n'a pas donné quitus aux comptes de l'agence européenne jeudi dernier, c'est justement parce qu'il n'y avait pas de calendrier précis. C'est un outil nécessaire pour tout le monde.

■ Les États-Unis vont-ils quitter Iter ?

En 2015 j'ai rencontré le Congrès qui, même si la participation américaine n'est que de 9 %, se demandait si cela était bien géré. Sans certitude, ils ont indiqué qu'ils se retireraient. Ils peuvent le faire mais ils devront continuer à payer. Le 20 avril, je suis retourné devant le Congrès, et nous avons fourni aux États-Unis les informations qu'ils demandaient, je pense qu'ils vont rester. Leur décision sera prise vers le 10 mai.

Recueilli par M.-C. BERENGER

LE TÉMOIGNAGE des syndicalistes

"On est tous rassurés par ce discours réaliste"

► Pour Clarisse Bourdelle, physicienne CGT au CEA, "dès que Bernard Bigot est arrivé il a voulu un planning réaliste et on s'y attendait tous. Ça peut être choquant mais c'est habituel dans de grands projets comme celui-là. Il s'agit en plus d'un outil de recherche, avec un partenariat international, il y a d'énormes défis ; ce qui ne va pas c'est quand on le nie. Son discours a rassuré tout le monde. En début d'année, il nous l'avait déjà dit en interne à l'occasion des vœux, c'est la première fois qu'il en parle publiquement. Avoir un affichage

contraire à la réalité, ça n'était pas rassurant. Pour nous ça signifie que quelqu'un est aux manettes." ► Pour la CFDT de Cadarache, "il faut inscrire ça dans un contexte global de l'Europe, qui rencontre de gros problèmes pour construire de grands équipements, on le voit par exemple à Flamanville. À la CFDT on réfléchit beaucoup sur ça, sur les sous-traitances en cascade, on a de plus en plus de mal à avoir des capitaines. Iter en plus c'est international, mais tout le monde est très engagé, la machine commence à sortir de terre, on ira au bout."